

## 2024 : les enjeux d'une année électorale importante pour l'Asie

**Le calendrier électoral est assez chargé cette année en Asie. Il concerne des pays très peuplés (Inde, Indonésie) et un pays politiquement très sensible (Taïwan). Et par ailleurs, l'élection présidentielle américaine ne sera pas anodine dans le contexte actuel tendu avec la Chine. Quelle grille de lecture adopter sur cette séquence électorale, quels sont les principaux enjeux ?**

### TAÏWAN ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE LE 13 JANVIER

C'est l'un des événements importants de ce début d'année. La relation entre Taïwan et la Chine est un point très sensible de la géopolitique mondiale, dans le contexte de rivalité entre la Chine et les États-Unis, l'un des alliés les plus importants de Taïwan.

La présidente sortante, Tsai Ing-Wen, du parti démocrate progressiste (DPP), a été élue deux fois de suite depuis 2016 et n'est donc plus éligible. Dans son discours du nouvel an, elle a rappelé ce qui est finalement l'un des principaux enjeux de cette campagne : les liens de l'île avec la Chine. Elle a appelé Pékin à maintenir la paix dans la région et a défendu sa ligne politique : « *Nous ne provoquerons pas et ne nous soumettrons pas, mais nous gagnerons la confiance de la communauté internationale et approfondirons notre coopération avec nos*



Ko Wen-je, Hou Yu-ih et William Lai Ching-te



**Jean-Marie MERCADAL**  
CEO  
SYNCICAP AM

**Xinghang Li**  
Managing Director  
SYNCICAP AM

*partenaires démocratiques, afin que nous puissions affronter le monde et la Chine avec confiance et calmement* ». Elle a aussi déclaré que la communication avec la Chine était importante, mais que ce serait « *un prix trop lourd d'échanger notre souveraineté contre cette communication* ». Tsai Ing-Wen a également vanté les politiques qu'elle a mis en œuvre au cours de ses 8 années au pouvoir, notamment en matière d'attractivité des investissements étrangers, de réduction de la dépendance à l'égard du commerce chinois et de renforcement de la défense nationale.

**Elle a donc une ligne très claire sur les relations de son pays avec la Chine, mais qui ne semble pas vraiment compatible avec la vue du Président Xi Jinping.** Celui-ci s'est également exprimé le jour du nouvel an : il a réitéré que la Chine a vocation à être unifiée, une référence à l'objectif de Pékin de mettre à terme Taïwan sous son contrôle, par la force si nécessaire. Le président Joe Biden a déclaré à plusieurs reprises que les États-Unis viendraient en aide à l'île autonome si elle était attaquée...

Le candidat du parti de la présidente sortante, le DPP (Democratic Progressive Party) est Monsieur William Lai Ching-te. Il est sur la même ligne que Madame Tsai Ing-Wen sur les relations avec la Chine. Le principal parti d'opposition, le Kuomintang (KMT) est le partenaire de négociation privilégié de Pékin. Son candidat est le maire de Taipei, Monsieur Hou Yu-ih. Il y a un troisième candidat, Monsieur Ko Wen-je, représentant le parti du peuple taïwanais, mais qui semble en retrait actuellement dans les sondages.

**Pour l'instant, Monsieur William Lai Ching-te, du DPP est donné gagnant** par pratiquement tous les instituts de sondage, avec une avance assez confortable d'environ 5 points en moyenne. Notons toutefois que cette avance s'est réduite depuis l'été dernier : la situation économique plus difficile et la thématique croissante autour de la difficulté des jeunes à trouver un logement ont pesé ces derniers mois. **Sa victoire reste cependant probable, ce qui signifie que la ligne actuelle de Taïwan serait maintenue. Restera alors à suivre la réaction de Pékin...**

## INDONÉSIE ÉLECTIONS GÉNÉRALES LE 14 FÉVRIER

Les élections générales indonésiennes, troisième plus grande démocratie du monde avec 270 millions d'habitants, auront lieu le 14 février 2024. Joko Widodo, à la tête du pays depuis 2014, ne pourra pas se présenter pour un troisième mandat malgré un taux d'approbation de 86 % en octobre dernier. Néanmoins, le président sortant gardera une influence importante sur le paysage politique et économique du pays.

Gibran Rakabuming Raka, le fils aîné de Joko Widodo, est candidat à la vice-présidence en alliance avec Prabowo Subianto, ministre actuel de la Défense et candidat à la présidence. Selon les derniers sondages, ils sont largement en tête avec 39,3 % des voix. Malgré certaines différences sur le plan idéologique, Prabowo Subianto (nationaliste conservateur) est vu comme un candidat de continuité et devrait, dans l'ensemble, garder la ligne directrice établie par Joko Widodo. Les récentes réformes, telles que l'accent mis sur les industries stratégiques (métaux rares, voitures électriques...) et l'attraction des investissements étrangers, devraient persister au-delà des élections et permettre à l'Indonésie de maintenir une trajectoire de croissance soutenue d'en moyenne 5 % par an.



Gibran Rakabuming Raka et Prabowo Subianto

En deuxième position dans les sondages avec 16,7 % des voix, Anies Baswedan, l'ex-gouverneur de Jakarta, a sélectionné Muhaimin Iskandar, le leader du principal parti islamique d'Indonésie, comme colistier. Vu comme le candidat du changement, Anies Baswedan a déclaré qu'il n'adhérerait pas à certaines politiques établies par le gouvernement actuel.

Enfin, en troisième position avec 15,3 % des voix, nous retrouvons Ganjar Pranowo. L'ancien gouverneur de Java Centre est affilié au parti démocratique indonésien de lutte (PDI-P), la plateforme politique emblématique de Joko Widodo qui lui avait permis de remporter la présidence en 2019. Tout comme Prabowo Subianto, il est perçu comme un symbole de stabilité et devrait maintenir la plupart des stratégies économiques actuelles du pays.

**A priori donc, la continuité devrait l'emporter, ce qui est un élément plutôt positif compte tenu du développement économique de ces dernières années.** L'Indonésie est une place boursière significative dans la région et représente 3,75 % de l'indice MSCI EM Asia ex-China, avec une capitalisation boursière de l'indice MSCI Indonésie de près de 130 Mds USD.

## CORÉE DU SUD ÉLECTIONS LÉGISLATIVES LE 10 AVRIL

**L'enjeu des prochaines élections législatives en Corée se situe principalement sur le plan du positionnement international.**

En effet, sur le plan intérieur, il n'y a pas de différence majeure en matière économique entre les deux partis principaux : le DPK (Democratic Party of Korea), au pouvoir actuellement, et le PPP (People Power Party), qui est le parti du président en place, contraint à une forme de cohabitation.

La croissance potentielle du pays a baissé ces dernières années, notamment sous l'effet d'une natalité parmi les plus basses du monde à 0,8 enfant par femme. Elle est estimée autour de 2 % désormais. Par ailleurs, le budget est contraint : pour la première fois depuis 25 ans, le pays a connu un déficit budgétaire durant la période Covid et l'objectif consensuel est de réduire ce déficit rapidement.

La question essentielle de ces élections concerne la politique extérieure. Le pays est menacé par la Corée du Nord qui détient l'arme nucléaire. Le débat actuel tourne autour d'un choix stratégique de défense : soit compter éternellement sur la protection américaine, avec cependant le danger que les États-Unis changent d'attitude selon les aléas des changements politiques potentiels. Dans ce cas de figure, la Corée continuerait à se concentrer sur son développement économique et sa stratégie mercantiliste. L'autre option est d'investir davantage dans le secteur militaire. Le voisin japonais réfléchit également à investir dans les armes, notamment nucléaires. Par ailleurs, la Corée est dépendante de l'économie chinoise et une trop grande proximité avec les États-Unis peut être néfaste de ce point de vue dans le contexte actuel.

**Pour l'instant, les sondages sont très serrés avec 35 % d'indécis, 29 % pour le PPP et 25 % pour le DPK.**

Le marché coréen est important dans la région. Il représente 25 % de l'indice MSCI EM Asia ex-China, avec une capitalisation de 860 Mds USD de l'indice MSCI Corée, et une pondération importante de près de 48 % dans le secteur essentiel de l'« information technology ».

## INDE ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MI-AVRIL À MI-MAI

L'Inde est désormais la 5<sup>e</sup> puissance mondiale en termes de PIB après un gain de 6 places en 10 ans. Ce dynamisme économique a été favorisé par la politique menée par Narendra Modi et plus récemment, par des flux d'investissement occidentaux dans un mouvement de réduction du risque vis-à-vis de la Chine.

Après 10 ans à la tête du pays, le premier ministre Narendra Modi reste populaire. Il a pourtant adopté une politique intérieure assez autoritaire avec un renforcement idéologique favorisant l'hindouisme orthodoxe au détriment d'autres minorités religieuses et une reconstruction de l'histoire du pays. À terme, cette dérive autocratique du pouvoir pourrait provoquer des tensions plus marquées à l'intérieur du pays.

Mais sur le plan économique, c'est globalement une réussite avec la mise en place de plusieurs réformes qui ont permis de réduire les obstacles structurels de l'économie indienne : manque d'infrastructures, faiblesse du tissu industriel, système éducatif peu développé, morcellement administratif, bureaucratie, corruption... Notons ainsi parmi les principales réussites :

- Une grande réforme fiscale en 2017, avec la mise en place d'un impôt national unique sur les biens et services qui a remplacé d'innombrables taxes locales ;
- Simplification du code des faillites et des procédures de création d'entreprises ;
- Numérisation des procédures administratives, ce qui a simplifié la vie quotidienne des Indiens et a permis d'accélérer le taux de bancarisation...
- Investissements dans la transition énergétique, avec un objectif de zéro carbone en 2070, particulièrement dans les infrastructures solaires et le développement d'une filière d'hydrogène vert.

Par ailleurs, le gouvernement a essayé de stimuler le secteur industriel, grande faiblesse de l'Inde, par rapport à la Chine notamment. La production industrielle ne représente que 17 % du PIB alors que 12 millions de personnes par an vont se présenter sur le marché du travail au cours des prochaines années. L'objectif est d'atteindre 25 % de valeur ajoutée industrielle en 2025, avec la création de 100 millions d'emplois. Les investissements internationaux stimulés par la stratégie « China+1 » (éviter d'investir uniquement en Chine et diversifier ses activités dans d'autres pays) seront de ce point de vue une grande aide.

**De ce fait, la croissance potentielle de l'Inde s'est accrue et un rythme de progression du PIB de 6,5 % est attendu du pays pour les prochaines années.** Le bilan de Narendra Modi s'est concrétisé également en termes de performance boursière. L'indice MSCI India a progressé de 20 % en 2024 et a presque doublé depuis 5 ans (en USD). La capitalisation boursière de cet indice est désormais de plus de 1 100 Mds USD et comprend 122 valeurs.

**Pour les marchés donc, une nouvelle victoire de Narendra Modi serait bien accueillie.**

Les élections générales, qui se tiendront à partir de mi-avril, visent à élire 543 membres de la chambre basse du pays, appelée « Lok Sabha ». De nombreux partis se présenteront, mais la vie politique indienne s'est polarisée principalement autour de deux grands partis : le NDA (National Democratic Alliance) de Narendra Modi et l'INDIA (Indian National Development Inclusive Alliance). Il faut donc au moins 272 sièges pour obtenir une majorité et le premier ministre est issu du parti vainqueur. Lors des dernières élections de 2019, le NDA avait obtenu 303 sièges. **Pour l'instant, les sondages donnent entre 295 et 335 sièges au NDA, donc une probable reconduction de Narendra Modi.**

## ÉTATS-UNIS ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE LE 5 NOVEMBRE

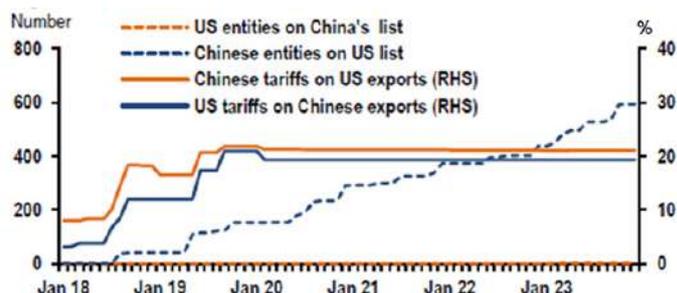
L'élection présidentielle américaine aura un impact sur les économies asiatiques, et particulièrement sur la Chine. C'est le président Donald Trump qui avait le premier mis en évidence le « danger Chine ». Les délocalisations massives des expertises

industrielles américaines et européennes ont permis à la Chine de se développer très rapidement et d'acquérir de nombreux savoir-faire, contribuant en quelque sorte à la désindustrialisation des économies occidentales. Aujourd'hui, le surplus relatif de biens manufacturés de la Chine représente environ 2 % du PIB mondial, un niveau inégalé depuis le cas des États-Unis après la dernière guerre mondiale. Près de 45 % de la production industrielle chinoise est exportée, ce qui signifie que la Chine est très touchée par les mesures de restriction commerciale. Cet excédent de capacité de production ne peut être absorbé par le seul marché intérieur chinois, d'où la nécessité pour le pays de se réorienter. Le pouvoir chinois souhaite donc relancer la consommation domestique et s'appuyer sur trois vecteurs de croissance et d'excellence : les véhicules électriques, les batteries et les énergies renouvelables. Mais, dans ce domaine aussi, la Chine a besoin d'exporter... Toujours est-il que cette thématique dite « populiste » de guerre commerciale avec la Chine avait eu un écho positif dans l'électorat populaire américain et permis à Donald Trump de l'emporter en 2016, et cette thématique semble encore d'actualité. Les taxes à l'importation des produits chinois qui avaient été décidées pendant le mandat de Donald Trump n'ont pas été remises en cause par l'administration Joe Biden.

La rivalité entre les États-Unis et la Chine a jalonné toute l'année 2023, et ce en dépit d'une reprise du dialogue au plus haut niveau. Les Américains ont accru le nombre d'entreprises sous sanction, restreint les exportations de technologie de pointe comme les semi-conducteurs. En contrepartie, la Chine a aussi imposé des restrictions d'activité sur certaines entreprises américaines en Chine et également des embargos à l'exportation sur 14 métaux rares de type gallium et germanium, métaux nécessaires à la transition énergétique.

Une surenchère vis-à-vis de la Chine pourrait donc marquer la campagne électorale américaine. À moyen terme, le risque est de s'orienter vers un monde multipolaire, avec la constitution possible de blocs de partenariats, comme entre la Chine et quelques grands pays émergents, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Russie... Il s'en suivrait un monde plus protectionniste, structurellement plus inflationniste. Par ailleurs, une attitude plus isolationniste des États-Unis pourrait entraîner des répercussions en Asie : relance des investissements militaires, et pire, déclenchement de conflits régionaux.

### Taxes douanières et listes de sanctions entre les États-Unis et la Chine



Sources : PIIE, J.P. Morgan



**Syncicap AM est une société de gestion détenue par le groupe Ofi Invest (66 %) et Degroof Petercam Asset Management (34 %), agréée le 4 octobre 2021 par la Securities and Futures Commission de Hong Kong. Cette société, spécialisée dans les pays émergents, permet d'établir une présence en Asie, depuis Hong Kong. Elle gère également une gamme de fonds émergents proposés aux investisseurs européens par Ofi Invest Asset Management.**

*Les chiffres des performances citées ont trait aux années écoulées. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Ces placements permettent de profiter du potentiel de performance des marchés financiers en contrepartie d'une certaine prise de risque. Le capital investi et les performances ne sont pas garantis et il existe un risque de perte en capital. Source des indices cités : [www.bloomberg.com](http://www.bloomberg.com)*

**Ce document d'information ne peut être utilisé dans un but autre que celui pour lequel il a été conçu et ne peut pas être reproduit, diffusé ou communiqué à des tiers en tout ou partie sans l'autorisation préalable et écrite de Syncicap AM.** Aucune information contenue dans ce document ne saurait être interprétée comme possédant une quelconque valeur contractuelle. Ce document est produit à titre purement indicatif. Il constitue une présentation conçue et réalisée par Syncicap AM à partir de sources qu'elle estime fiables. Les liens vers des sites web gérés par des tiers, présents dans ce document ne sont placés qu'à titre d'information. Syncicap AM ne garantit aucunement le contenu, la qualité ou l'exhaustivité de tels sites web et ne peut par conséquent en être tenue pour responsable.

La présence d'un lien vers le site web d'un tiers ne signifie pas que Syncicap AM a conclu des accords de collaboration avec ce tiers ou que Syncicap AM approuve les informations publiées sur de tels sites web. Les perspectives mentionnées sont susceptibles d'évolution et ne constituent pas un engagement ou une garantie. Syncicap AM se réserve la possibilité de modifier les informations présentées dans ce document à tout moment et sans préavis. Syncicap AM ne saurait être tenue responsable de toute décision prise ou non sur la base d'une information contenue dans ce document, ni de l'utilisation qui pourrait en être faite par un tiers.  
Photos : Shutterstock.com/OFI AM.